

CHRONIQUES ALTERNATIVES INTERNATIONALES

Famine en Somalie : l'alerte à l'alerte !

Rony Brauman

2011

Le *Centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires* (CRASH) a été créé par Médecins sans frontières en 1999. Sa vocation : stimuler la réflexion critique sur les pratiques de l'association afin d'en améliorer l'action.

Le Crash réalise des études et analyses portant sur l'action de MSF dans son environnement immédiat. Elaborées à partir des cadres et de l'expérience de l'association, ces textes ne représentent pas la « ligne du parti » MSF, pas plus qu'ils ne cherchent à défendre une conception du « vrai humanitaire ». Leur ambition est au contraire de contribuer au débat sur les enjeux, contraintes, limites – et par conséquent dilemmes – de l'action humanitaire. Les critiques, remarques et suggestions sont plus que bienvenues, elles sont attendues sur notre website : www.msf-crash.org

The *Centre de reflexion sur l'action et les savoirs humanitaires* (CRASH) was created by Médecins Sans Frontières in 1999. Its objective is to encourage debate and critical reflexion on the humanitarian practices of the association.

The Crash carries out in-depth studies and analyses of MSF's activities. This work is based on the framework and experience of the association. In no way, however, do these texts lay down the 'MSF party line', nor do they seek to defend the idea of 'true humanitarianism'. On the contrary, the objective is to contribute to debate on the challenges, constraints and limits –as well as the subsequent dilemmas- of humanitarian action. Any criticisms, remarks or suggestions are most welcome on our website: www.msf-crash.org

Famine en Somalie : l'alerte à l'alerte

Rony Brauman

Vingt ans de guerre dans le centre et le sud de la Somalie ont ruiné ce pays. Et la sécheresse qui sévit dans la région aggrave les immenses difficultés dans lesquelles sont plongés ses habitants. Les déclarations annonçant une famine sans précédent dans l'Est de l'Afrique ne sont pourtant pas convaincantes. Une série d'enquêtes nutritionnelles conduites en juillet pour l'Usaid, l'agence de coopération américaine, aide à y voir plus clair, en distinguant trois situations différentes : d'abord, l'existence de poches de famine au Centre-Sud de la Somalie, caractérisées par une mortalité infantile élevée (on parle de 30 000 morts dans les trois mois précédents). Précisons que ces " poches " n'ont pas été localisées géographiquement - et moins encore visitées - mais déduites de l'allure des courbes de mortalité et morbidité (nombre de malades dans une population donnée). Ailleurs dans le Sud règne " seulement " l'insécurité tandis que le Nord bénéficie de récoltes correctes et d'un bétail en bonne santé. Une situation très hétérogène, donc, que le terme de " famine " ne décrit que partiellement.

Mais au fait, comment définit-on une famine ? Pour les Nations unies et les ONG, elle est constituée par la présence conjointe de trois éléments : une pénurie alimentaire frappant 20 % des foyers, un taux de malnutrition aiguë sévère chez les enfants dépassant 30 %, un taux de mortalité adulte dépassant le seuil d'alerte établi à 2 pour 10 000 par jour. Traduire l'horreur d'une famine en seuils quantitatifs peut sembler choquant. Mais déclarer un état de famine étant une affaire grave, tant sur le plan politique que sur celui de l'aide d'urgence, il est indispensable de s'accorder sur une définition quelque peu objective. Et cette capacité à objectiver a ses exigences propres. Ainsi les calculs de mortalité supposent-ils une connaissance de données démographiques de base qui font généralement défaut dans de nombreux pays pauvres ; de même l'extrapolation de résultats recueillis à certains moments et en certains lieux est-elle hasardeuse. Tout aussi discutable est le fait d'anticiper, comme on le fait pour la Corne de l'Afrique, l'extension d'une famine à partir de foyers localisés, comme on le ferait pour la progression d'une maladie contagieuse. Plus généralement d'ailleurs, et en dépit d'un savoir-faire nettement amélioré au cours des deux dernières décennies, on reste confondu devant la légèreté avec laquelle des chiffres alarmistes sont avancés année après année par les Nations unies, puis relayés par médias et ONG, qu'il s'agisse des conséquences du tsunami d'Asie du Sud-Est, du choléra à Haïti ou des inondations du Pakistan. Certes, la conjonction d'une sécheresse et d'importants mouvements de populations dus à un conflit armé peut conduire à la famine, notamment au sein des populations déplacées, toujours les plus vulnérables. C'est ainsi que s'était développée celle de 1991-1992 en Somalie. Mais ce qui peut arriver n'est pas nécessairement ce qui se produit, car d'autres facteurs, sociaux, politiques, économiques, entrent en jeu dans une crise de subsistance.

Des millions de personnes en Afrique de l'Est vivent dans une extrême pauvreté ; elles ne subissent toutefois pas la guerre et l'oppression que connaissent les habitants du Sud de la Somalie et de l'Ogaden éthiopien ; et la famine dont on suppose l'existence ne concerne que certains territoires des régions en conflit. À l'heure où ces lignes sont écrites, les appels au sauvetage en urgence de millions de personnes menacées de mort par la faim se succèdent. Si les reportages télévisés nous font éprouver le drame que vivent les familles déplacées, ils ne montrent pas les adultes décharnés qui sont le signal visuel des famines. Sans doute vaut-il mieux prévenir que guérir ; encore faut-il savoir ce que l'on entend prévenir pour décider des réponses à apporter. On n'y aide pas en décrétant un état d'urgence humanitaire où se mêlent indistinctement famine en cours, menaces épidémiques, famine potentielle, insécurité matérielle, malnutrition.